



La République des amnésiques

Description

Ou la mémoire de poisson rouge des politiques

La chronique de Patrick Pilcer

Il paraît que le poisson rouge n'aurait que quelques secondes de mémoire. La science a pourtant largement réhabilité ce pauvre animal, capable de reconnaître son environnement bien au-delà de ce que la légende lui prête.

Nos responsables politiques, eux, semblent parfois faire beaucoup moins bien.

La mémoire est devenue la première victime de notre vie publique.

Non pas la grande mémoire de notre Histoire. Elle ne sert que trop nos politiques en fonction de ce qui les arrange. L'Histoire est convoquée chaque matin. Chacun y puise ses héros, ses martyrs et ses repoussoirs selon les besoins du moment. Robespierre, de Gaulle, Mendès France, Jaurès, Blum, la Résistance ou même Marc Bloch deviennent parfois moins des héritages que des arguments de communication.

Non pas la grande mémoire de notre Nation, mais celle, bien plus modeste, de leurs propres paroles.

Hier, on défendait avec force un principe. Aujourd'hui, on le combat avec la même ardeur. Hier, on exigeait l'exemplarité absolue, l'inéligibilité à vie en cas de condamnation. Aujourd'hui, on découvre les vertus de la présomption d'innocence et des instances d'appel et de cassation. Hier, on réclamait des sanctions implacables pour les autres. Aujourd'hui, on dénonce une justice devenue soudain trop sévère.

Les convictions semblent avoir la durée de vie d'un cycle médiatique, ou d'une campagne sur les réseaux sociaux.

Le dernier exemple est spectaculaire. Pendant des années, Marine Le Pen plaidait pour une inéligibilité automatique des élus condamnés. La voilà aujourd'hui expliquant que cette sanction constituerait une atteinte à la démocratie. Chacun appréciera la cohérence.

Mais ce serait une erreur d'en faire un procès personnel. La tentation de l'amnésie n'a ni couleur politique ni frontière idéologique. On se souvient encore de celui qui clamait « *imagine-t-on de Gaulle mis en examen* » mais avait oublié qui avait payé ses costumes. Les exemples abondent. Ils existent dans tous les camps. Inutile d'en dresser une liste.

À gauche comme à droite, au centre comme aux extrêmes, chacun semble souffrir du même mal : la mémoire est devenue sélective.

Nous ne défendons plus des principes. Nous ne défendons plus les valeurs de la République, ou une règle commune. Nous défendons des situations personnelles, les postes de nos proches et nos intérêts. Nous défendons l'exception qui nous arrange.

Le débat démocratique se transforme alors en un étrange théâtre où chaque acteur change de texte au fil des actes, tout en exigeant du public qu'il applaudisse avec le même enthousiasme. Et qu'il oublie le texte de l'acte précédent.

Autrefois, la contradiction coûtait cher en politique. Les archives existaient. Les journalistes s'en souvenaient et les utilisaient. Les adversaires rappelaient les déclarations passées. Les citoyens sanctionnaient surtout les revirements et l'absence de cohérence.

Jamais une époque n'a autant enregistré la parole publique. Jamais il n'a été aussi facile de retrouver une déclaration vieille de dix ans. Et pourtant, jamais l'oubli n'a semblé aussi rapide. Nous vivons dans une civilisation de l'archive permanente... mais de la mémoire intermittente.

Aujourd'hui, tout semble s'effacer dans le flux continu des réseaux sociaux. Une polémique chasse l'autre. Une indignation remplace la précédente. La mémoire collective s'érode au rythme des notifications.

Or une démocratie sans mémoire devient une démocratie sans responsabilité. Car comment demander des comptes à ceux dont les engagements disparaissent dans l'instant ? Comment croire encore à la parole publique si celle-ci se réécrit au gré des circonstances ? Comment construire la confiance lorsque les principes deviennent variables selon le jour ou la météo ?

Le véritable danger n'est pas le changement d'avis. Changer d'avis est parfois une preuve d'intelligence. Reconnaître une erreur est une qualité. Expliquer, et savoir expliquer, pourquoi l'on évolue est une force.

Le danger commence lorsque l'on prétend n'avoir jamais pensé autrement. Lorsque l'on efface hier pour mieux servir aujourd'hui. Lorsque l'on demande aux citoyens d'oublier ce qu'ils ont entendu.

Une République ne vit pas seulement de lois. Elle vit de cohérence. Les lois ne créent pas la confiance. La cohérence, la construit. Et sans confiance, il n'y a plus de contrat démocratique.

À moins d'un an de l'élection présidentielle, les Français écouteront beaucoup de promesses. Ils feront

bien de rechercher aussi les souvenirs.

Les programmes sont importants. Les discours le sont tout autant. Mais la constance et la cohérence valent parfois mieux que toutes les professions de foi.

Avant de choisir celui ou celle qui prétend guider la Nation, il serait peut-être utile de lui poser une seule question, d'une redoutable simplicité :

Que disiez-vous lorsque cela ne vous concernait pas encore ?

La mémoire n'est pas l'ennemie de la démocratie. Elle en est l'une des dernières gardiennes.

En démocratie, les électeurs ont le droit de changer d'avis. Les responsables politiques aussi. Mais ils ont alors le devoir d'expliquer pourquoi. Car l'oubli n'est pas une ligne politique. Et la mémoire n'est jamais un détail de l'Histoire.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

9 juillet 2026